



# Assemblée générale

Distr. générale  
3 juillet 2012  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-septième session

Point 82 de la liste préliminaire\*

**Examen de mesures efficaces visant à renforcer  
la protection et la sécurité des missions  
et des représentants diplomatiques et consulaires**

### **Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires**

#### **Rapport du Secrétaire général**

##### *Résumé*

Quinze États ont présenté des rapports, conformément au paragraphe 10 de la résolution 65/30 de l'Assemblée générale, dans les délais prescrits (voir sect. II du présent rapport).

Neuf États ont fait part de leurs vues en application du paragraphe 12 de cette même résolution (voir sect. III).

Cinq États supplémentaires sont devenus parties aux instruments relatifs à la protection et à la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires (voir sect. IV), depuis le rapport précédent (A/65/112) sur la question.

---

\* A/67/50.



## I. Introduction

1. Le 6 décembre 2010, l'Assemblée générale a adopté la résolution 65/30, intitulée « Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires ». Les paragraphes 10, 12 et 13 de cette résolution sont libellés comme suit :

*L'Assemblée générale,*

[...]

10. *Prie instamment :*

a) Tous les États de signaler au Secrétaire général, avec concision et diligence et conformément à la liste indicative établie par lui, toute atteinte grave à la protection et à la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires ainsi que des missions et des représentants jouissant du statut diplomatique auprès d'organisations intergouvernementales internationales;

b) L'État où une violation a eu lieu – et, dans la mesure du possible, l'État où se trouve l'auteur présumé – d'informer le Secrétaire général, avec concision et diligence et conformément à la liste indicative établie par lui, des mesures qu'il aura prises pour traduire l'auteur en justice et de lui faire connaître le moment venu, conformément à sa législation, l'issue définitive de l'action engagée contre celui-ci et de lui présenter un rapport sur les mesures prises pour que des violations du même genre ne se reproduisent pas;

[...]

12. *Prie également* le Secrétaire général d'inviter les États, dans la note circulaire visée à l'alinéa a) du paragraphe 11 ci-dessus, à lui faire part de leurs vues sur les mesures qui seraient nécessaires ou qui auraient déjà été prises pour renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires, ainsi que des missions et des représentants jouissant du statut diplomatique auprès d'organisations intergouvernementales internationales;

13. *Prie en outre* le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-septième session un rapport :

a) Exposant l'état des ratifications des instruments visés au paragraphe 8 de la présente résolution, et des adhésions à ces instruments;

b) Résumant les rapports reçus et les vues exprimées en application des paragraphes 10 et 12 de la présente résolution;

2. Par des notes datées du 12 janvier 2011 et du 29 mars 2012, le Secrétaire général a appelé l'attention des États sur la requête figurant au paragraphe 10 a) de la résolution 65/30 et les a invités à lui relater d'éventuelles violations graves des mesures prises pour assurer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires.

3. Le présent rapport a été établi en application du paragraphe 13 de la résolution 65/30.

4. La section II présente un résumé des rapports reçus et des parties desdits rapports qui ont trait au paragraphe 10 de la résolution.

5. La section III expose les vues exprimées par les États conformément au paragraphe 12 de la résolution.

6. La section IV contient des informations sur l'état, au 11 juin 2012, de la participation des États à la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques<sup>1</sup>, à la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires<sup>2</sup>, et aux protocoles facultatifs s'y rapportant, ainsi qu'à la Convention de 1973 sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques<sup>3</sup>.

## **II. Rapports reçus des États en application du paragraphe 10 de la résolution 65/30 de l'Assemblée générale**

7. **L'ex-République yougoslave de Macédoine** (4 octobre 2010), se référant au rapport soumis par la Grèce le 10 juillet 2010 (voir A/65/112, par. 18), a ajouté les points ci-après :

La République de Macédoine assure la protection du bureau de liaison et des représentants de la République hellénique sur son territoire conformément aux dispositions pertinentes des différentes conventions de Vienne. Plus précisément, les locaux du bureau sont protégés 24 heures sur 24 et sept jours sur sept par les forces de police macédoniennes. Lorsque les circonstances l'exigent, la République de Macédoine met en place des mesures de sécurité renforcée en déployant notamment des policiers supplémentaires. Elle répond rapidement et efficacement aux demandes de sécurisation renforcée que lui adresse le bureau de liaison de Skopje si des manifestations ont lieu devant son bâtiment. Les autorités macédoniennes compétentes enquêtent immédiatement sur toute allégation d'acte délictueux visant le personnel ou les biens du bureau. Lorsqu'ils sont identifiés, les auteurs sont traités conformément à la législation en vigueur.

[...]

En ce qui concerne les allégations de vol de plaques minéralogiques et de dégradations de véhicules appartenant au personnel du bureau de liaison de la République hellénique à Skopje :

Le Ministère de l'intérieur a enquêté sur deux allégations de vol de plaques minéralogiques de véhicules appartenant pour l'un à un agent diplomatique grec et pour l'autre à l'épouse d'un diplomate grec, le 14 janvier et le 24 mars 2008, respectivement. L'enquête de la police n'a pas permis de retrouver l'auteur de ces méfaits mais, quoi qu'il en soit, le Ministère de l'intérieur a dans les deux cas délivré de nouvelles plaques sans attendre. Il faut noter qu'aucun de ces deux incidents ne s'est produit aux abords du bureau de liaison, qui sont protégés

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, n° 7310.

<sup>2</sup> Ibid., vol. 596, n° 8638.

<sup>3</sup> Ibid., vol. 1035, n° 15410.

24 heures sur 24 et où la police macédonienne est en mesure de surveiller les véhicules du personnel diplomatique grec.

Le Ministère de l'intérieur a enquêté sur des dégradations présumées de plaques et de véhicules appartenant à des agents diplomatiques et administratifs et à l'épouse d'un diplomate, les 29 février, 3 avril, 15 mai, 20 juin et 7 juillet 2008. La police n'a pas été en mesure d'identifier les auteurs de ces différents incidents. Ceux du 29 février et du 3 avril ne se sont pas produits à proximité du bureau de liaison, où la présence permanente de la police aurait permis de surveiller les véhicules en question. En ce qui concerne celui du 15 mai et selon les indices recueillis par la police, les éraflures relevées sur la carrosserie du véhicule y étaient déjà avant la date de l'incident présumé, ce qui donne à penser qu'elles n'ont pas été faites pendant que le véhicule stationnait devant le bureau de liaison. Pour ce qui est de l'incident du 20 juin, on peut s'interroger sur la question de savoir si le véhicule a bien été endommagé devant le bureau de liaison étant donné qu'il n'y a stationné que très brièvement.

En ce qui concerne l'allégation du Représentant permanent de la République hellénique selon laquelle le véhicule d'un membre du personnel diplomatique grec a été vandalisé le 30 mai 2008, aucun incident de ce genre n'a été rapporté aux autorités macédoniennes à l'époque, de sorte qu'aucune enquête de police n'a été ouverte – ou n'aurait pu l'être.

Au sujet des actes criminels qui auraient visé les résidences du personnel du bureau de liaison de la République hellénique à Skopje :

Le Ministère de l'intérieur a ouvert une enquête suite au jet d'un morceau de bois sur la fenêtre de la résidence personnelle du Chef du bureau de liaison le 21 avril 2008. Les investigations de la police n'ont pas permis d'en identifier l'auteur.

Le Ministère de l'intérieur a également enquêté sur le cambriolage présumé de la résidence d'un premier conseiller du bureau de liaison, le 26 avril 2008, avec vol d'un certain nombre d'objets de faible valeur. Les policiers ont interrogé les habitants des propriétés voisines, mais les autorités macédoniennes n'ont pu identifier le cambrioleur. Rien ne vient corroborer les allégations de la République hellénique selon lesquelles le cambriolage avait eu pour but d'intimider ou d'effrayer le personnel diplomatique grec.

La Mission permanente de la République hellénique auprès de l'Organisation des Nations Unies soutient aujourd'hui qu'un autre incident s'est produit à la même résidence le 18 juin 2008 : des inconnus auraient déraciné des plantes et jeté de la boue sur un véhicule garé dans la cour de la propriété. Le Gouvernement macédonien n'a pas retrouvé la moindre trace de signalement de cet incident à la police à l'époque.

S'agissant des allégations relatives aux manifestations devant le bureau de liaison de la République hellénique à Skopje :

Le Ministère de l'intérieur a déployé des forces de police supplémentaires et renforcé les mesures de sécurité pour protéger les locaux du bureau durant la manifestation du 19 février 2008. En dépit de ces mesures, deux vitres ont malheureusement été brisées par des jets d'objets et des véhicules garés à l'extérieur de l'immeuble ont été endommagés. La police a ouvert une enquête, et

l'organisateur de la manifestation a été inculpé du délit de défaut d'encadrement. Des renforts policiers ont été déployés autour du bureau de liaison les 20 et 21 février 2008 en prévision d'autres rassemblements. En fait, il n'y en a pas eu.

Le Ministère de l'intérieur a enquêté sur les protestations émises par le bureau de liaison pour faits de harcèlement à l'encontre de ressortissants macédoniens qui se trouvaient dans une file d'attente à l'extérieur du bureau le 27 juin 2008. Il a établi que l'incident s'était produit lors d'une manifestation qui avait lieu ce jour-là devant le bâtiment, qu'aucun des Macédoniens en question n'avait subi la moindre atteinte et qu'aucun autre problème n'avait été signalé.

8. La **République kirghize** (22 février 2011), se référant au rapport soumis par le Bélarus le 17 juin 2010 (voir A/65/112/Add.1, par. 7), a communiqué ce qui suit :

En 2010, plusieurs rassemblements pacifiques ont eu lieu devant l'ambassade du Bélarus en République kirghize. La plupart étaient organisés par les familles des victimes tuées lors des événements survenus le 7 avril 2010 au Kirghizistan. Il n'y a eu aucun incident entre le personnel de l'ambassade et les manifestants.

Les autorités kirghizes compétentes ont rencontré V. Denisenko, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Bélarus au Kirghizistan, au sujet de la protection de l'ambassade et de ses biens. Plusieurs questions touchant les menaces qui pouvaient peser sur la mission diplomatique et la sécurité de son personnel ont été évoquées. À la suite de cet entretien, des dispositifs de protection renforcée ont été mis en place autour de l'ambassade bélarussienne et les résidences de ses agents. Deux cent vingt-cinq policiers ont été mobilisés pour l'opération. Des numéros de téléphone ont été communiqués au personnel de l'ambassade qui pourra ainsi joindre directement les responsables de la police kirghize en cas d'urgence.

Les responsables de la police kirghize n'ont pas reçu de plaintes ou d'observations de la part de l'Ambassadeur Denisenko ou du personnel de l'ambassade au sujet de leurs tâches de protection et de sécurisation de la mission diplomatique.

Compte tenu de ce qui précède, la Mission permanente de la République kirghize auprès de l'Organisation des Nations Unies ne considère pas que les rassemblements devant la mission diplomatique du Bélarus au Kirghizistan constituent des atteintes graves à la protection et à la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires au sens visé dans la résolution 65/30 de l'Assemblée générale.

9. L'**Iraq** (5 avril 2011) a fait état des attentats terroristes perpétrés contre des missions et agents diplomatiques en Iraq en 2003, 2005-2007 et 2010 :

Profitant de la faiblesse des services de sécurité, en cours de réorganisation dans les années 2003, 2005 et 2006, des terroristes ont commis des attentats en série.

Ont ainsi été signalés des attentats à la voiture piégée, quelques enlèvements d'ambassadeurs et des tirs sur des cortèges diplomatiques, en 2003, 2005-2007 et 2010.

Les forces de sécurité du Ministère de l'intérieur ont été restructurées en vue de créer une force capable d'assumer sa responsabilité première, à savoir protéger

les sites des missions diplomatiques et garantir la sécurité des agents diplomatiques lors de leurs déplacements.

Une fois achevée la restructuration générale des forces de sécurité, et notamment de la direction de la police chargée de la protection des bâtiments diplomatiques, des mesures ont été prises pour renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires. Aucun incident n'a été signalé et les terroristes n'ont pas pu menacer ou attaquer les bâtiments des missions diplomatiques ou des organisations internationales à Bagdad.

Des mesures ont par ailleurs été prises pour empêcher la commission d'autres attentats; les failles des dispositifs de sécurité ont été corrigées et les services de police ont intensifié leur travail de renseignement de manière à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires pour que ce genre d'attaques ne se reproduise pas.

Des chefs d'organisations terroristes ont été capturés un peu partout en Iraq et le rétablissement de la sécurité a bien progressé dans la plupart des régions du pays.

Des dispositifs sont en place pour que les individus qui s'en prennent à des bâtiments diplomatiques soient traduits devant la justice et condamnés à des peines sévères, conformément à la législation relative à la lutte contre le terrorisme et le crime organisé.

Le terrorisme est un fléau mondial et l'Iraq continue de n'épargner aucun effort pour remplir ses obligations en matière de lutte antiterroriste. Le pays a subi des pertes humaines et matérielles considérables dans son travail de prévention des attentats terroristes et de protection des missions et des représentants diplomatiques arabes et étrangers.

10. Le **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** (9 mai 2011), se référant au rapport soumis par la République démocratique du Congo le 15 juillet 2010 (voir A/65/112/Add.1, par. 8), a indiqué ce qui suit :

Le dimanche 6 juin 2010, deux véhicules diplomatiques garés dans l'allée de la résidence de l'Ambassadeur de la République démocratique du Congo au Royaume-Uni ont été incendiés et entièrement détruits. La porte d'entrée de la résidence a été gravement endommagée par le feu. Selon les indices recueillis sur place, il s'agissait d'incendies criminels, que la police a traité comme tels. L'Ambassadeur et sa famille ont été mis en sécurité dans un hôtel.

La police scientifique n'a trouvé sur place aucun indice permettant d'imputer cet acte à un individu particulier. L'appel à témoins n'a rien donné et l'enquête reste ouverte.

Le Royaume-Uni a immédiatement déployé une présence policière non armée permanente autour de l'ambassade de la République démocratique du Congo. Parallèlement, un véhicule d'intervention armée a commencé à faire des rondes toutes les deux heures jusqu'à l'hôtel où logeaient l'Ambassadeur et sa famille. La police a installé par la suite un système d'alarme et des caméras temporaires de surveillance en circuit fermé à la résidence.

L'Ambassadeur a déménagé dans une nouvelle résidence en juillet 2010. La police diplomatique a vérifié les dispositifs de sécurité. À la suite de cet examen et sur ses conseils, un système de télévision en circuit fermé, un système d'alarme

directement relié à la police et une boîte aux lettres ignifugée ont été installés avant que l'Ambassadeur et sa famille ne prennent possession des lieux. Des policiers armés ont continué de faire des rondes toutes les quatre heures autour de la nouvelle résidence pendant les quelques mois qui ont suivi le déménagement. L'Ambassadeur réside hors de la zone couverte par la police diplomatique mais la police locale connaît sa nouvelle adresse et y envoie régulièrement des patrouilles.

11. L'**Autriche** (13 mai 2011) a rapporté des incidents concernant son ambassade à Téhéran (2010) et la section commerciale de son ambassade à Lagos, au Nigéria (2010) :

Le 21 mai 2010, l'Ambassadeur de l'Autriche en Iran accueillait dans sa résidence de Téhéran la fête de charité annuelle du Groupe des femmes de diplomates. Mais les barrages de la police à la grille d'entrée et aux abords de la propriété ont empêché pratiquement tous les ressortissants iraniens de s'y rendre. Les policiers postés à l'entrée portaient des armes à feu et des gourdins, et des caméras de vidéosurveillance avaient été installées. Deux policiers ont pénétré dans la résidence sans y avoir été invités. L'incident a été porté à l'attention du Ministère iranien des affaires étrangères au moyen d'une note verbale datée du 23 mai 2010. L'Iran a informé l'ambassade autrichienne à Téhéran qu'une enquête serait ouverte, au sujet notamment de la présence non autorisée de policiers à l'intérieur de la résidence. À ce jour et contrairement à des promesses antérieures, l'ambassade n'a pas été informée des résultats de ces investigations.

Le 10 août 2010, l'ambassade d'Autriche à Téhéran accueillait un concert de jazz. Trois policiers en civil et cinq hommes portant l'uniforme de la police diplomatique ont bloqué l'entrée de l'ambassade avec leurs véhicules, empêchant un certain nombre d'invités de pénétrer dans le bâtiment. Des ressortissants iraniens ont été menacés d'arrestation. L'Ambassadeur autrichien est intervenu et tous les invités ont pu sortir de l'ambassade sans encombre après le concert. L'incident a été porté à l'attention du Ministère iranien des affaires étrangères au moyen d'une note verbale.

Le 28 décembre 2010, quatre hommes armés ont fait irruption dans les bureaux de la section commerciale de l'ambassade d'Autriche à Lagos et ont agressé le Chef de la section, son épouse et sa sœur. Les assaillants ont occupé les lieux pendant une heure, durant laquelle ils ont menacé et brutalisé physiquement et verbalement leurs victimes et tout particulièrement l'épouse du Chef de la section. Des biens de valeur et un fort montant d'espèces libellées dans diverses monnaies ont été dérobés. L'incident a été porté à l'attention du Ministère nigérian des affaires étrangères au moyen d'une note verbale datée du 28 décembre 2010. Le 24 janvier 2011, l'ambassade d'Autriche à Abuja a été informée par le chef de la police de l'État de Lagos que cinq suspects avaient été arrêtés et avaient avoué. À ce jour, aucun ne fait l'objet de poursuites. Selon la police, trois autres individus courent toujours. Les autorités nigérianes ont également informé l'ambassade autrichienne le 24 janvier 2011 qu'elles avaient réussi à récupérer une partie des objets et des espèces volés mais sont revenues sur cette information par la suite. Elles n'ont jusqu'à présent restitué aucun article ou objet de valeur à l'ambassade.

12. Le **Qatar** (31 mai 2011) a signalé un incident concernant son ambassade et la résidence officielle de son ambassadeur à Tripoli, en Libye (1<sup>er</sup> mai 2011) :

Le 1<sup>er</sup> mai 2011, l'ambassade du Qatar et la résidence officielle de l'Ambassadeur à Tripoli ont été pillées et incendiées dans une attaque ciblée. Le Qatar condamne et dénonce énergiquement cette agression, qui constitue une violation flagrante du droit international et des normes en vigueur, notamment de la disposition de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques faisant obligation au pays hôte d'assurer la protection intégrale des missions diplomatiques accréditées et de les protéger contre les attaques de tous ordres. Le Qatar souligne qu'il tient les autorités libyennes pleinement comptables de cette agression et de tous les dégâts qu'elle a occasionnés.

13. La **Belgique** (20 juin 2011) a signalé le braquage à Ouagadougou du véhicule de son ambassadeur au Burkina Faso, a présenté un tableau récapitulatif des cambriolages/vols/tentatives d'effraction ayant visé les bureaux diplomatiques et consulaires d'un certain nombre de pays (Afghanistan, Arabie saoudite, Bhoutan, Gambie, Islande, Lesotho, Qatar, Suède, Venezuela et Ligue des États arabes), et indiqué les mesures qu'elle avait prises pour assurer la sécurité et la protection de tous ces bureaux sur son territoire.

Au chapitre des incidents concernant ses bureaux diplomatiques à l'étranger, la Belgique a signalé le récent braquage du véhicule de son ambassadeur à Ouagadougou. L'incident est suivi de près par les services de sécurité belges.

**2010 : méfaits dont les missions diplomatiques étrangères ont été la cible, communiqués à la Direction du protocole, Affaires étrangères**

<i>Pays</i>	<i>Institution</i>	<i>Méfait</i>	<i>Date</i>
Afghanistan	Ambassade	Cambriolage	3 octobre 2010
Arabie saoudite	Ambassade	Tentative d'effraction	23 janvier 2010
Bhoutan	Ambassade	Vol drapeau national	19 janvier 2010
Bhoutan	Ambassade	Vol drapeau national	8 novembre 2010
Gambie	Ambassade	Cambriolage	16 avril 2010
Islande	Ambassade	Tentative d'effraction	10 juillet 2010
Ligue des États arabes	Organisation	Cambriolage	24 janvier 2010
Ligue des États arabes	Organisation	Tentative d'effraction	14 avril 2010
Lesotho	Ambassade	Cambriolage	28 janvier 2010
Qatar	Ambassade	Cambriolage	22 mars 2010
Suède	Ambassade	Cambriolage	17 janvier 2010
Venezuela (République bolivarienne du)	Ambassade	Tentative de cambriolage (bureaux militaires)	25 janvier 2010

### Mesures spécifiques

Une mission diplomatique confrontée à un problème de sécurité en fait la communication à la Direction du Protocole des affaires étrangères. Celle-ci transmet au service de sécurité compétent, qui apporte la réponse adaptée. Ainsi, en 2010, des réunions présidées par les services de police belges ont été organisées pour certaines missions qui avaient subi des cambriolages/vols/agressions, dans le but de leur indiquer les mesures préventives à prendre et de répondre à leurs préoccupations. D'autres réunions ont eu lieu ailleurs qu'en Belgique avec des missions diplomatiques qui avaient reçu des colis piégés, de manière à leur apprendre à reconnaître les colis suspects et à suivre les procédures établies si elles en reçoivent un.

14. La **Grèce** (29 juillet 2011) a signalé des incidents concernant sa mission diplomatique et consulaire et ses représentants en ex-République yougoslave de Macédoine (10 février et 25, 30 et 31 mai; 9 et 10 septembre 2008; 29 mai et 10 octobre 2009) :

Le 10 février 2008, à 6 h 20 du matin, des jeunes ont jeté des bouteilles vides et des pierres sur les véhicules garés sur l'aire de stationnement réservée au bureau de liaison de la République hellénique. Les véhicules de deux membres du personnel du bureau ont été gravement endommagés. Le policier en faction a appelé la police locale, qui est venue constater l'incident et a réussi à identifier quelques-uns des coupables, apparemment des mineurs. Une note verbale a été envoyée au Ministère des affaires étrangères à Skopje le 11 février 2008, et le Chef du bureau de liaison a rencontré le Directeur du protocole le 13 février 2008 au sujet de l'incident.

Le 25 mai 2008, vers 18 h 30, un policier grec qui regagnait son poste au bureau de liaison se trouvait au volant de son véhicule (plaque minéralogique grecque NEP 2635) sur la route quelque part entre la frontière grecque et Skopje. Alors que tous les véhicules étaient à l'arrêt dans un bouchon, cinq inconnus – des militants qui se rendaient à Skopje pour un meeting politique plus tard dans la soirée – sont descendus des voitures adjacentes et ont agressé physiquement le policier, qui n'a dû son salut qu'à la présence dissuasive d'un véhicule de police dans les parages. Une note verbale au sujet de cet incident a été envoyée au Ministère des affaires étrangères à Skopje.

Aux petites heures de la journée du 30 mai 2008, des inconnus ont détruit le rétroviseur extérieur du véhicule d'un membre du personnel diplomatique du bureau de liaison (plaque minéralogique 27-CD-49) qui l'avait garé devant son domicile au 13 de la rue Kozle. L'incident a été signalé dans une note verbale adressée au Ministère des affaires étrangères à Skopje.

Au tout début de la matinée du 31 mai 2008, des inconnus ont jeté des œufs sur l'écusson de la Grèce à la résidence du Chef du bureau de liaison. L'incident a été rapporté au Ministère des affaires étrangères à Skopje au moyen d'une note verbale.

Le 9 septembre 2008, une Audi 80 (plaque minéralogique grecque KNA-8503) appartenant à un agent diplomatique du bureau de liaison a été vandalisée par deux inconnus qui en ont endommagé la plaque minéralogique arrière. On notera que les coupables ont réussi à prendre la fuite malgré le fait que l'Audi était garée sur l'aire de stationnement réservée au bureau de liaison, juste à côté de la guérite du policier

en faction. De plus, le 10 septembre 2008, un ou des inconnus ont enlevé la plaque gravée qui se trouvait sur la façade du bureau de presse grec situé au 54 de la rue Kliment Ohridski. Une note verbale a été envoyée au Ministère des affaires étrangères à Skopje le 11 septembre 2008.

Dans la matinée du 29 mai 2009, des inconnus ont jeté des pierres sur la résidence du Chef du bureau de liaison, au 3 rue Ankarska à Skopje. Ils ont probablement utilisé la cour de l'école adjacente pour commettre leur méfait. La police a été prévenue immédiatement et est venue faire un constat sur les lieux. Une note verbale a également été envoyée au Ministère des affaires étrangères à Skopje le 1<sup>er</sup> juin 2009.

Le 29 mai 2009, vers 21 heures, une Mercedes (plaque minéralogique 27-S-015) appartenant à un agent diplomatique du bureau de liaison, garée sur l'aire de stationnement devant le bureau, a été vandalisée par deux inconnus qui ont endommagé son pare-brise, son coffre et son côté droit. Les vandales ont abandonné un rétroviseur dans la cour du bureau et ont réussi à prendre la fuite en profitant du fait que le policier de service du bureau était absent. L'incident a été signalé au Ministère des affaires étrangères à Skopje le 2 juin 2009 au moyen d'une note verbale.

Aux premières heures du 10 octobre 2009, des inconnus ont fracassé la vitre droite d'un véhicule appartenant à un agent diplomatique du bureau de liaison (plaque minéralogique 27-CD-016). Comme ils n'ont rien pris à l'intérieur, le mobile de leur acte n'était sans doute pas le vol. Ils ont réussi à prendre la fuite malgré le fait que le véhicule en question était garé près du bureau de liaison. Une note verbale au sujet de cet incident a été envoyée au Ministère des affaires étrangères à Skopje le 12 octobre 2009.

15. Le **Burkina Faso** (28 octobre 2011), se référant au rapport soumis par la Belgique le 20 juin 2011 (voir plus haut, par. 13), a ajouté ce qui suit :

Le Burkina Faso a été confronté, au cours des mois de février à juin 2011, à une forte crise sociopolitique. Cette crise s'est traduite notamment par des manifestations diverses de civils et de militaires dans plusieurs villes du pays, entraînant, d'une part, d'importants dégâts matériels et des pertes en vies humaines et, d'autre part, troublant la quiétude des partenaires du Burkina Faso.

C'est dans ce contexte difficile que le véhicule de fonction de l'Ambassadeur du Royaume de Belgique a été pris de force par des militaires mutins dans l'après-midi du 14 avril 2011 alors que celui-ci regagnait son domicile.

Alerté, le Gouvernement a aussitôt pris les mesures nécessaires et ledit véhicule a été retrouvé et restitué à l'ambassade.

Par ailleurs, une demande d'indemnisation a été introduite auprès du Gouvernement par l'ambassade suite aux réparations effectuées par elle sur le véhicule. Ladite demande est présentement en cours de traitement.

Au regard de cette situation, et afin d'éviter ce genre d'incident à l'avenir, le Gouvernement a pris les mesures suivantes :

- La radiation des militaires mutins, au nombre de 566, de l'armée nationale;

- La mise en place d'un dispositif sécuritaire de protection spéciale des missions et représentations diplomatiques et consulaires accréditées au Burkina Faso, ainsi que des personnes jouissant du statut diplomatique.

16. La **République islamique d'Iran** (30 novembre 2011) a rapporté un incident concernant les locaux de l'ambassade du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Téhéran (29 novembre 2011):

Le mardi 29 novembre 2011, vers 14 heures, un groupe d'environ 400 étudiants s'est rassemblé devant l'ambassade du Royaume-Uni à Téhéran pour protester de façon pacifique contre les politiques du Gouvernement britannique à l'égard de la nation iranienne. Vers 16 heures, la manifestation a dégénéré après que quelques manifestants eurent tenté de briser le cordon de sécurité et de pénétrer dans les lieux. En dépit de toutes les mesures préventives prises par la police, un groupe de manifestants a malheureusement pris d'assaut l'ambassade, endommageant le bâtiment et les biens qui s'y trouvaient. Les lieux ont pu être évacués par la suite grâce au déploiement de forces de police anti-émeute supplémentaires et après l'intervention directe de hauts responsables de la police, dont le commandant en chef des forces de l'ordre de la République islamique d'Iran (Police) et le Chef de la police de Téhéran.

À peu près au même moment, un groupe de 60 à 70 personnes s'est rassemblé à l'extérieur du complexe résidentiel de l'ambassade britannique. Plusieurs manifestants ont pénétré dans l'enceinte du bâtiment après de violents heurts avec les gardes de sécurité, et ont endommagé les lieux.

La République islamique d'Iran exprime ses regrets au sujet de ces incidents et réaffirme qu'elle est déterminée à prendre toutes les mesures appropriées prescrites dans les instruments internationaux pertinents pour protéger les locaux des missions diplomatiques de toute intrusion et de tout préjudice et pour empêcher toute agression contre le personnel de ces missions. Des mesures ont déjà été prises par les autorités judiciaires en vue de procéder à une enquête approfondie sur les incidents et de trouver les coupables.

17. Le **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** (23 février 2012), se référant au rapport soumis par la République islamique d'Iran (30 novembre 2011) au sujet d'un incident concernant l'ambassade britannique à Téhéran (29 novembre 2011) (voir plus haut par. 16), a présenté des photographies montrant les dégâts infligés à l'ambassade et aux biens privés, et a ajouté ce qui suit :

Le Royaume-Uni se félicite que l'Iran ait exprimé ses regrets et réaffirmé sa volonté de prendre toutes les mesures appropriées pour protéger l'ambassade et le personnel diplomatique britanniques, mais considère que la note verbale iranienne ne rend pas véritablement compte des événements du 29 novembre 2011. Le Royaume-Uni souhaite donc apporter les correctifs et les éclaircissements ci-après, et demande que le texte de sa réponse soit distribué à tous les États Membres des Nations Unies.

L'Iran affirme dans sa note que les manifestants s'étaient rassemblés devant l'ambassade britannique pour protester « de façon pacifique ». Or, il s'est au contraire avéré d'emblée que la manifestation serait tout sauf pacifique. Des engins incendiaires et des pierres étaient lancés sur le bâtiment et la foule scandait « Mort aux Anglais ». L'incident faisait suite aux nombreuses déclarations aussi virulentes

qu'inexactes faites par les hauts responsables politiques iraniens et notamment aux accusations infondées – mais largement reprises dans la presse officielle du régime – selon lesquelles l'ambassade britannique se livrait à des activités répréhensibles. L'ambassade a bien tenté de réfuter ces allégations mais ses démarches ont été ignorées.

Il est dit également dans la note de l'Iran que « en dépit de toutes les mesures préventives prises par la police, un groupe de manifestants a malheureusement pris d'assaut les locaux de l'ambassade ». C'est inexact. La présence policière était très réduite par rapport aux manifestations antérieures, alors que l'ambassade britannique avait demandé aux autorités iraniennes d'assurer une protection adéquate à la suite d'une série de menaces téléphoniques. Les policiers dépêchés sur les lieux n'ont apparemment pas fait grand-chose pour décourager les manifestants. Cette passivité de la police signifie que les manifestants ont pu pénétrer facilement à l'intérieur de l'ambassade. Tous ces faits sont confirmés par les images tournées pendant la manifestation.

L'Iran affirme aussi dans sa note que « les locaux ont par la suite été évacués grâce au déploiement de forces de police anti-émeute supplémentaires ». Au total, l'assaut contre le complexe principal de l'ambassade britannique a duré environ six heures. Dans un quartier de Téhéran comptant de nombreux commissariats et malgré les appels à l'aide réitérés lancés par l'ambassade durant l'attaque, les renforts ne sont arrivés que cinq heures environ après le début de l'incident. Plusieurs vagues d'émeutiers ont ainsi pu s'introduire dans les lieux et piller ou détruire les bureaux de l'ambassade et les biens personnels qui s'y trouvaient. Des manifestants ont mis le feu à l'ambassade alors que des diplomates s'y trouvaient encore. On a même vu des policiers pénétrer dans les habitations pour se servir. Alors que les émeutiers avaient manifestement quitté le complexe, la police a empêché par la force les diplomates britanniques de quitter la zone où ils s'étaient réfugiés.

La note de l'Iran indique que « un certain nombre de manifestants ont pénétré dans le complexe (partie nord résidentielle) après de violents heurts avec les gardes de sécurité, et ont endommagé les lieux ». En réalité, 200 à 300 personnes se sont liguées pour prendre d'assaut simultanément le complexe résidentiel de Gulhak et le complexe principal de Ferdowsi. Il n'y a pas eu de « heurts » avec les gardes de sécurité de l'ambassade ou la police. Les assaillants ont séquestré les diplomates britanniques pendant trois heures, vidé les habitations des biens personnels et objets de valeur qui s'y trouvaient, volé des ordinateurs et détruit d'autres articles personnels. La police est arrivée au bout de trois heures. Chaque logement a été pillé et saccagé, et cela dans les deux complexes.

L'Iran affirme dans sa note que « des mesures ont déjà été prises par les autorités judiciaires en vue de procéder à une enquête approfondie sur les incidents et de trouver les coupables ». Le Royaume-Uni ne peut que s'en féliciter. Il présume que les investigations sont bien engagées, attend avec intérêt la présentation des conclusions de l'enquête, qui devront tenir compte des faits rapportés plus haut, et invite l'Iran à publier un rapport d'enquête. Il veut espérer que ce document apportera une réponse claire à la question de savoir pourquoi une grande partie des assaillants étaient membres des Bassij, l'une des milices inféodées au régime.

18. La **Slovénie** (9 mai 2012) a fait état des atteintes à la sécurité des missions diplomatiques, postes consulaires et organisations internationales commises sur son territoire en 2008, 2009, 2010 et 2011, ainsi que des incidents concernant sa

représentation permanente auprès de l'Union européenne à Bruxelles et son consulat général à Trieste, en Italie :

En 2008, les ambassades d'un certain nombre de pays (Chypre, Croatie, Espagne, Grèce, Serbie et Slovaquie) ont été la cible d'actes de vandalisme (graffitis, vol de drapeau, bris de clôture, etc.). Le 3 février 2008, des inconnus ont abandonné devant l'ambassade bulgare trois valises qui contenaient soi-disant des substances dangereuses ou explosives. La police a établi que les valises en question ne contenaient pas de substances dangereuses.

Des cas de vandalisme (graffitis, etc.) ont été signalés en 2009 par les ambassades de Grèce, de Serbie et du Monténégro.

En 2010, plusieurs actes de vandalisme et des bris de clôture ont été rapportés par diverses ambassades (Grèce, Nonciature apostolique du Saint-Siège, Autriche, Croatie et Monténégro).

En 2011, les ambassades de Grèce, Slovaquie, Égypte, Italie, Pays-Bas, Monténégro et Lituanie ont été la cible d'actes de vandalisme et d'atteintes délibérées à la propriété. D'autres (États-Unis, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Serbie et Égypte) ont reçu des menaces qu'il importe de ne pas sous-estimer, même si elles se sont avérées sans suite. Des cambriolages d'appartements de diplomates allemands et polonais ont également été signalés. Les ambassades de Grèce, d'Espagne et de France ont reçu des lettres suspectes qui se sont finalement révélées inoffensives.

La police slovène a pris dans toutes ces affaires les mesures qui s'imposaient dans le cadre de ses compétences et de son autorité et a dûment saisi les autorités judiciaires du district concerné, ainsi que l'exige le Code de procédure pénale.

Les conditions de sécurité qui prévalent en Slovénie sont actuellement favorables et aucune menace directe ou risque d'incident ne pèse sur les missions diplomatiques, les postes consulaires et les organisations intergouvernementales.

La police surveille la situation en matière de sécurité et prendra toutes les mesures adéquates, conformément à ses capacités, pour assurer correctement la sécurité des bâtiments et du personnel diplomatiques protégés si certains actes ou renseignements donnent à penser que cette sécurité est menacée.

Par ailleurs, la Slovénie a l'honneur de communiquer des renseignements sur un certain nombre d'atteintes à la sécurité de ses missions diplomatiques et consulaires. Au cours des deux dernières années, des atteintes délibérées à la propriété et aux biens d'agents diplomatiques (vols et cambriolages) ont été enregistrées à la Représentation permanente de la Slovénie auprès de l'Union européenne à Bruxelles, de même que des menaces à l'encontre d'un diplomate du consulat général slovène à Trieste. L'Italie a pris les mesures qui s'imposent contre l'auteur présumé de ce dernier incident.

19. La **Suède** (10 mai 2012) a fait état d'incidents concernant la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques d'un certain nombre de pays (Arabie saoudite, Iraq, Libye, Mexique, République arabe syrienne, République islamique d'Iran et Ukraine) survenus sur son territoire en 2010-2011, ainsi que de quelques atteintes mineures à la protection et à la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires en Suède :

*Arabie saoudite*

9 janvier 2010. Un individu a lancé un cocktail Molotov sur une fenêtre de l'ambassade, ce qui a mis le feu à un store. La façade a été endommagée mais il n'y a pas eu de blessé. L'enquête a été abandonnée faute de preuves.

*Iran*

19 août 2011. L'ambassade a été attaquée à coups de cocktails Molotov. L'enquête a été abandonnée faute de preuves.

*Iraq*

28 et 29 juin 2011. Une vitre de la fenêtre de la cuisine du logement occupé par un attaché de l'ambassade et sa famille a été brisée au milieu de la nuit. Deux heures plus tard, deux grosses pierres étaient jetées sur cette même fenêtre, qui a volé en éclats. L'enquête se poursuit.

*Libye*

11 mars 2010. L'ambassade libyenne a été endommagée par un intrus qui s'est déchaîné contre les vitres et les portes en verre du hall d'entrée. L'auteur de ces dégradations a été condamné à une peine de un mois d'emprisonnement le 31 mars 2010.

Le 16 février 2011. Le service de protection diplomatique de la police suédoise a signalé qu'un individu avait jeté une pierre sur le bâtiment de l'ambassade libyenne, brisant une fenêtre du hall d'entrée et cassant la vitre d'un bureau. L'homme a été arrêté par la police. Une enquête pour faits de vandalisme a été ouverte.

21 avril 2011. Quelques manifestants ont pénétré de force dans l'enceinte de l'ambassade. Ils ont brûlé un drapeau et barbouillé la porte d'entrée de peinture aux couleurs du drapeau des rebelles libyens. Six personnes ont été arrêtées pour violation de propriété. L'ambassade a peut-être subi quelques dégâts dont l'étendue reste à déterminer. L'enquête a été abandonnée faute de preuves.

11 août 2011. Sept individus ont pénétré de force dans l'ambassade, ce qui leur a valu d'être arrêtés pour violation de propriété. La justice a été saisie.

*Mexique*

3 août 2010. Un diplomate de l'ambassade a été cambriolé. La valeur des objets volés était d'environ 540 000 couronnes suédoises. L'enquête a été abandonnée faute d'indices.

*Syrie*

L'ambassade a été menacée lorsqu'un individu a annoncé dans une lettre anonyme datée du 9 octobre 2011 que les ambassades syriennes et leurs fonctionnaires seraient anéantis s'il n'était pas mis fin au génocide en Syrie. L'auteur de la lettre menaçait du même sort les hauts fonctionnaires et ambassadeurs dans d'autres pays. Le délai fixé dans la lettre était de neuf jours. Rien ne s'est produit. L'enquête a été abandonnée faute de preuves.

### *Ukraine*

11 avril 2011. Un diplomate de l'ambassade a été cambriolé. Des bijoux d'une valeur de 500 000 couronnes suédoises lui ont été dérobés. L'enquête a été abandonnée faute de preuves.

Quelques atteintes mineures à la protection et à la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires en Suède ont également été signalées au cours de la période étudiée – vagues menaces, petits cambriolages et larcins, notamment vols d'écussons et de plaques minéralogiques diplomatiques, dégradations de véhicules diplomatiques et de biens appartenant à l'ambassade, et parfois harcèlement des visiteurs des missions. Quelques cas mineurs d'intrusions non autorisées dans des ambassades ont été signalés.

20. L'**Australie** (14 mai 2012) a signalé un incident concernant l'ambassade syrienne à Canberra (4 février 2012) :

Le 4 février 2012, vers 21 h 30, des manifestants ont pénétré par la force dans l'ambassade syrienne à Canberra et endommagé l'extérieur et l'intérieur du bâtiment. Trois employés étaient sur les lieux au moment de l'incident, mais aucun n'a été blessé.

L'incident faisait sans doute suite à la nouvelle selon laquelle plus de 200 personnes avaient été tuées par les forces armées syriennes dans la ville de Homs. D'autres manifestations violentes ont eu lieu au même moment autour d'autres ambassades en Europe et au Moyen-Orient.

À la suite de cet incident, la police fédérale australienne a installé un cordon de sécurité autour de l'ambassade et pris des mesures supplémentaires pour protéger le Chargé d'affaires. Elle collabore avec d'autres entités pour faire toute la lumière sur cette affaire. La Mission permanente de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies informera le Secrétaire général de l'issue définitive de toute procédure engagée à l'encontre des auteurs.

Suite à cet incident, le Ministre des affaires étrangères de l'époque, Kevin Rudd, a fait la déclaration ci-après le 5 février 2012 :

Le Gouvernement [...] est profondément préoccupé par les troubles survenus à l'ambassade syrienne hier soir. Il est pleinement conscient des obligations qui lui incombent en vertu de la Convention de Vienne et veille à protéger comme il se doit le personnel et les biens des missions diplomatiques et consulaires. La Police fédérale australienne a ouvert une enquête sur cet incident. Ce genre de comportement n'a pas sa place en Australie.

Aucun autre incident n'a porté sérieusement atteinte à la protection et à la sécurité des missions diplomatiques et consulaires en Australie.

21. La **Jordanie** (1<sup>er</sup> mars 2011) et la **Finlande** (15 mai 2012) ont indiqué qu'aucune violation ne s'était produite sur leur territoire respectif durant la période considérée.

### **III. Vues exprimées par les États conformément au paragraphe 12 de la résolution 65/30 de l'Assemblée générale**

22. L'Iraq (5 avril 2011) a exprimé les vues ci-après :

[...] l'Iraq a encore besoin de la coopération de la communauté internationale, qui doit continuer à lui transmettre des informations, à renforcer sa sécurité et à lui fournir du matériel technique avancé, des armes, un soutien logistique et la formation dont il a besoin pour soutenir son combat contre le terrorisme.

L'une des principales causes des agressions signalées tient à la non-application par les missions diplomatiques des instructions et recommandations émises par les forces de sécurité et le Ministère des affaires étrangères. De plus, les missions diplomatiques ne prennent pas les mesures voulues pour prévenir les attaques.

Les locaux diplomatiques sont utilisés d'une manière incompatible avec leurs fonctions.

Les autorités irakiennes soulignent l'importance de la résolution 35/168, dans laquelle l'Assemblée générale a souligné le rôle primordial que joue la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires pour ce qui est de préserver les relations diplomatiques de haut niveau entre les États et les peuples. À cet égard, l'Iraq assume sa responsabilité de protéger la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires se trouvant sur son territoire à ces qualités.

Des mesures pratiques ont été prises pour bannir en Iraq les activités illégales d'individus, groupes ou entités qui conçoivent, organisent et encouragent la commission d'actes préjudiciables à la sécurité des missions diplomatiques.

Les autorités irakiennes insistent sur le fait que les missions et les représentants diplomatiques et consulaires doivent appliquer strictement les instructions figurant dans le guide fourni par le Ministère des affaires étrangères. Ils doivent aussi empêcher toute utilisation abusive des privilèges et immunités diplomatiques, notamment lorsqu'il y a des actes de violence.

Les auteurs de ce genre d'infractions font l'objet de poursuites et d'enquêtes approfondies et les faits qui leur sont reprochés sont rendus publics au moment de leur procès.

Les autorités irakiennes soulignent l'importance de la coopération et de la coordination entre, d'une part, les services de sécurité et de renseignement irakiens et, d'autre part, les États ayant une représentation diplomatique en Iraq, au sujet des mesures de sécurité qui peuvent être prises pour renforcer la protection et la sécurité des missions diplomatiques et consulaires ainsi que le partage des informations concernant des atteintes graves avérées ou possibles.

Les missions diplomatiques devraient fournir au Ministère des affaires étrangères un inventaire détaillé des mesures qu'elles prennent lorsque les auteurs de violations graves se réfugient dans leur pays. Elles devraient aussi informer l'Iraq de tout fait nouveau relatif aux mesures susmentionnées ainsi qu'aux mesures prises pour prévenir ces violations.

23. Le **Panama** (29 avril 2011) a exprimé les vues ci-après :

**Quelques points importants à prendre en compte au nom de la sécurité**

- Rester au même poste ou dans les mêmes activités fait de vous une cible facile. Modifiez fréquemment toute activité de routine qui vous expose au danger.
- Évitez de divulguer certains types de renseignements personnels.
- Si vous fréquentez régulièrement certains lieux, changez très souvent vos heures d'arrivée et de départ.
- Soyez toujours vigilant dans vos déplacements. Observez ce qui se passe autour de vous. Méfiez-vous de tout véhicule qui vous suit, notamment si vous l'avez déjà remarqué près de votre domicile, de votre lieu de travail ou durant d'autres déplacements.
- Prenez l'habitude de surveiller en permanence les abords de votre domicile et de votre lieu de travail pour détecter la présence d'individus ou de véhicules suspects. Faites de même avant de monter dans une voiture.
- Évitez de passer par des endroits sombres, déserts ou peu engageants. Mieux vaut arriver tard que jamais.
- Ne donnez pas de détails sur votre itinéraire. Restez sur vos gardes et évitez dans toute la mesure possible d'apporter des précisions sur vos horaires et les routes que vous comptez emprunter.
- Évitez de fréquenter des établissements le soir et prenez le maximum de mesures de sécurité si vous êtes pourtant amené à le faire.
- Tenez un registre des personnes et des visiteurs qui entrent dans vos locaux.
- Sensibilisez tous vos collaborateurs à l'ensemble des mesures de sécurité.
- Installez une ligne de communication directe avec les autorités.
- N'acceptez pas de paquets, de fleurs, de cadeaux ou de colis qui n'ont pas été préalablement identifiés. En cas de doute, la règle d'or est la suivante : n'ouvrez pas, emportez hors de la résidence dans une zone en plein air assez éloignée et appelez immédiatement la police.

**Recommandations**

Les diplomates doivent savoir qu'ils sont des cibles du seul fait de leur fonction et doivent donc toujours suivre à la lettre les consignes données par leur équipe de sécurité afin de ne pas se mettre en danger. Si une attaque devait se produire, les conséquences seront moindres une fois que les conditions de sécurité auront été évaluées grâce au travail de renseignement de la police.

Il importe de souligner que la situation varie en fonction de chaque diplomate, de sa mission d'affectation et des conditions dans lesquelles il exerce ses fonctions. Il ne faut jamais oublier que les plans de sécurité, s'ils peuvent paraître similaires, ne sont jamais identiques.

24. La **Finlande** (15 mai 2012) a exprimé les vues ci-après :

La Finlande tient à souligner l'importance de la coopération en matière de sécurité entre les missions et les autorités locales compétentes, au niveau non seulement international, mais aussi national.

25. La **Jordanie** (1<sup>er</sup> mars 2011), les **Émirats arabes unis** (16 mars 2011), l'**Iraq** (5 avril 2011), le **Panama** (29 avril 2011), la **Belgique** (20 juin 2011), le **Burkina Faso** (28 octobre 2011), la **République islamique d'Iran** (30 novembre 2011), la **Slovénie** (9 mai 2012) et la **Finlande** (15 mai 2012) ont décrit les mesures prises pour renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires ainsi que des missions et des représentants jouissant du statut diplomatique auprès des organisations intergouvernementales internationales se trouvant sur leurs territoires respectifs<sup>4</sup>.

#### **IV. État de la participation aux conventions internationales sur la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires au 11 juin 2012**

26. Chacun des instruments suivants est représenté, dans les tableaux 1 et 2 ci-après, par la lettre qui le précède dans la liste ci-dessous :

- A. Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques (signée à Vienne le 18 avril 1961; entrée en vigueur le 24 avril 1964, conformément à l'article 51);
- B. Protocole facultatif se rapportant à la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques concernant l'acquisition de la nationalité (signé à Vienne le 18 avril 1961; entré en vigueur le 24 avril 1964, conformément à l'article VI);
- C. Protocole facultatif se rapportant à la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques concernant le règlement obligatoire des différends (signé à Vienne le 18 avril 1961; entré en vigueur le 24 avril 1964);
- D. Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires (signée à Vienne le 24 avril 1963; entrée en vigueur le 19 mars 1967, conformément à l'article 77);
- E. Protocole facultatif se rapportant à la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires concernant l'acquisition de la nationalité (signé à Vienne le 24 avril 1963; entré en vigueur le 19 mars 1967);
- F. Protocole facultatif se rapportant à la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires concernant le règlement obligatoire des

<sup>4</sup> Pour les passages pertinents des rapports, voir le site Web de la Sixième Commission de l'Assemblée générale ([www.un.org/ga/sixth](http://www.un.org/ga/sixth)) : soixante-septième session, « Examen des mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires »; texte intégral des réponses.

différends (signé à Vienne le 24 avril 1963; entré en vigueur le 19 mars 1967);

- G. Convention de 1973 sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques (adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1973; entrée en vigueur le 20 février 1977).

Tableau 1

**Participation aux conventions internationales sur la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires**

<i>Signature, succession à la signature</i>						
A	B	C	D	E	F	G
60	18	29	48	19	38	25
<i>Ratification, adhésion ou notification de succession</i>						
A	B	C	D	E	F	G
187	51	67	173	39	49	173

Tableau 2

**État de la participation aux conventions internationales sur la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires**

<i>État</i>	<i>Signature, succession à la signature</i>							<i>Ratification, adhésion ou notification de succession</i>						
	A	B	C	D	E	F	G	A	B	C	D	E	F	G
Afghanistan								A						G
Afrique du Sud	A							A			D			G
Albanie	A							A			D			G
Algérie								A			D			G
Allemagne	A	B	C	D	E	F	G	A	B	C	D	E	F	G
Andorre								A			D			G
Angola								A			D			
Antigua-et-Barbuda											D			G
Arabie saoudite								A			D			G
Argentine	A	B		D		F		A	B		D			G
Arménie								A			D			G
Australie	A			D			G	A		C	D		F	G
Autriche	A		C	D		F		A		C	D		F	G
Azerbaïdjan								A			D			G
Bahamas								A		C	D			G
Bahreïn								A			D			G

État	Signature, succession à la signature							Ratification, adhésion ou notification de succession						
	A	B	C	D	E	F	G	A	B	C	D	E	F	G
Bangladesh								A			D			G
Barbade								A			D			G
Bélarus	A						G	A			D			G
Belgique	A		C	D		F		A	B	C	D	E	F	G
Belize								A			D			G
Bénin				D		F		A			D			G
Bhoutan								A			D			G
Bolivie (État plurinational de)				D				A			D			G
Bosnie-Herzégovine					E	F		A	B	C	D			G
Botswana								A	B	C	D	E	F	G
Brésil	A			D	E			A			D			G
Brunéi Darussalam														G
Bulgarie	A						G	A		C	D	E	F	G
Burkina Faso				D		F		A			D		F	G
Burundi								A						G
Cambodge								A	B	C	D			G
Cameroun				D	E	F		A			D			G
Canada	A						G	A			D			G
Cap-Vert								A			D			G
Chili	A			D		F		A			D			G
Chine								A			D			G
Chypre								A			D			G
Colombie	A		C	D	E	F		A			D			G
Comores								A						G
Congo				D	E	F		A						
Costa Rica	A			D				A		C	D			G
Côte d'Ivoire				D		F		A						G
Croatie								A			D			G
Cuba	A			D				A			D			G
Danemark	A	B	C	D	E	F	G	A	B	C	D	E	F	G
Djibouti								A			D			G
Dominique								A		C	D			G
Égypte								A	B		D	E		G
El Salvador								A			D			G
Émirats arabes unis								A			D			G
Équateur	A		C	D			G	A		C	D			G
Érythrée								A			D			
Espagne								A		C	D		F	G

État	Signature, succession à la signature							Ratification, adhésion ou notification de succession						
	A	B	C	D	E	F	G	A	B	C	D	E	F	G
Estonie								A	B	C	D	E	F	G
États-Unis d'Amérique	A		C	D			G	A		C	D			G
Éthiopie								A						G
Ex-République yougoslave de Macédoine								A	B	C	D			G
Fédération de Russie	A						G	A			D			G
Fidji								A		C	D			G
Finlande	A	B	C	D	E	F	G	A	B	C	D	E	F	G
France	A		C	D		F		A		C	D		F	G
Gabon				D		F		A	B	C	D	E	F	G
Gambie														
Géorgie								A			D			G
Ghana	A	B	C	D	E	F		A			D	E		G
Grèce	A							A			D			G
Grenade								A			D			G
Guatemala	A						G	A			D			G
Guinée								A	B	C	D			G
Guinée-Bissau								A						G
Guinée équatoriale								A			D			G
Guyana								A			D			G
Haïti								A			D			G
Honduras								A			D			G
Hongrie	A						G	A		C	D		F	G
Îles Cook														
Îles Marshall								A			D			G
Îles Salomon														
Inde								A	B	C	D	E	F	G
Indonésie								A	B		D	E		
Iran (République islamique d')	A	B	C	D				A	B	C	D	E	F	G
Iraq	A	B	C					A	B	C	D	E		G
Irlande	A		C	D		F		A			D			G
Islande							G	A	B	C	D	E	F	G
Israël	A		C	D				A						G
Italie	A	B	C	D	E	F	G	A	B	C	D	E	F	G
Jamaïque								A			D			G
Japon	A		C					A		C	D		F	G
Jordanie								A			D			G
Kazakhstan								A			D			G

État	Signature, succession à la signature							Ratification, adhésion ou notification de succession						
	A	B	C	D	E	F	G	A	B	C	D	E	F	G
Kenya								A	B	C	D	E	F	G
Kirghizistan								A			D			G
Kiribati								A			D			G
Koweït				D	E	F		A		C	D			G
Lesotho								A			D			G
Lettonie								A			D			G
Liban	A	B	C	D		F		A			D			G
Libéria	A			D	E	F		A	B	C	D			G
Libye								A	B		D			G
Liechtenstein	A		C	D		F		A		C	D		F	G
Lituanie								A			D			G
Luxembourg	A		C	D		F		A		C	D		F	G
Madagascar								A	B	C	D	E	F	G
Malaisie								A	B	C	D			G
Malawi								A	B	C	D	E	F	G
Maldives								A			D			G
Mali								A			D			G
Malte								A		C	D			G
Maroc								A	B		D	E		G
Maurice								A		C	D		F	G
Mauritanie								A			D			G
Mexique	A			D				A			D		F	G
Micronésie (États fédérés de)								A			D			G
Monaco								A			D			G
Mongolie							G	A			D			G
Monténégro					E	F		A	B	C	D			G
Mozambique								A			D			G
Myanmar								A	B		D			G
Namibie								A			D			
Nauru								A						G
Népal								A	B	C	D	E	F	G
Nicaragua							G	A	B	C	D	E	F	G
Niger				D		F		A	B	C	D	E	F	G
Nigéria	A							A			D			
Nioué														G
Norvège	A	B	C	D	E	F	G	A	B	C	D	E	F	G
Nouvelle-Zélande	A		C					A	B	C	D	E	F	G
Oman								A	B	C	D	E	F	G

État	Signature, succession à la signature							Ratification, adhésion ou notification de succession						
	A	B	C	D	E	F	G	A	B	C	D	E	F	G
Ouganda								A						G
Ouzbékistan								A			D			G
Pakistan	A							A		C	D		F	G
Palau														G
Panama	A			D	E	F		A	B	C	D	E	F	G
Papouasie Nouvelle-Guinée								A			D			G
Paraguay							G	A	B	C	D	E	F	G
Pays-Bas								A	B	C	D	E	F	G
Pérou				D		F		A			D		F	G
Philippines	A	B	C	D		F		A	B	C	D	E	F	G
Pologne	A			D			G	A			D			G
Portugal								A			D			G
Qatar								A			D			G
République arabe syrienne								A			D			G
République centrafricaine	A	B	C	D		F		A	B	C				G
République de Corée	A	B	C					A	B	C	D	E	F	G
République démocratique du Congo	A			D	E	F		A	B	C	D			G
République démocratique populaire lao								A	B	C	D	E	F	G
République de Moldova								A			D			G
République dominicaine	A	B	C	D	E	F		A	B	C	D	E	F	G
République populaire démocratique de Corée								A			D			G
République tchèque								A			D			G
République-Unie de Tanzanie	A	B	C					A	B	C	D			
Roumanie	A						G	A		C	D		F	G
Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	A		C	D		F	G	A		C	D		F	G
Rwanda							G	A			D			G
Sainte-Lucie								A			D			
Saint-Kitts-et-Nevis								A			D			G
Saint-Marin	A							A						
Saint-Siège	A			D				A			D			
Saint-Vincent-et-les Grenadines								A			D			G
Samoa								A			D			
Sao Tomé-et-Principe								A			D			G

État	Signature, succession à la signature							Ratification, adhésion ou notification de succession						
	A	B	C	D	E	F	G	A	B	C	D	E	F	G
Sénégal	A	B						A			D	E	F	G
Serbie					E	F		A	B	C	D			G
Seychelles								A		C	D		F	G
Sierra Leone								A						G
Singapour								A			D			G
Slovaquie								A		C	D		F	G
Slovénie								A		C	D			G
Somalie								A			D			
Soudan								A			D			G
Soudan du Sud														
Sri Lanka	A							A	B	C	D			G
Suède	A	B	C	D	E	F	G	A	B	C	D	E	F	G
Suisse	A		C	D		F		A	B	C	D	E	F	G
Suriname								A	B	C	D	E	F	
Swaziland								A						G
Tadjikistan								A			D			G
Tchad								A						
Thaïlande	A	B						A	B		D	E		G
Timor-Leste								A			D			
Togo								A			D			G
Tonga								A			D			G
Trinidad-et-Tobago								A			D			G
Tunisie							G	A	B		D	E		G
Turkménistan								A			D			G
Turquie								A			D			G
Tuvalu								A			D			
Ukraine	A						G	A			D			G
Uruguay	A			D		F		A			D			G
Vanuatu											D			
Venezuela (République bolivarienne du)	A			D				A			D			G
Viet Nam								A			D			G
Yémen								A			D			G
Zambie								A						
Zimbabwe								A			D			